

CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 21 juillet 1958

La séance est ouverte à deux heures et demie.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE MOYEN-ORIENT— DÉCLARATION DU
PREMIER MINISTRE

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, avec l'assentiment de la Chambre j'aimerais faire une déclaration sur la situation internationale.

M. l'Orateur: Le premier ministre a-t-il la permission de procéder à cette déclaration?

Des voix: Entendu.

Le très hon. M. Diefenbaker: Comme je l'ai dit à la Chambre samedi, le Conseil de sécurité des Nations Unies, lors de sa dernière réunion, n'a adopté aucune des trois résolutions dont il avait été saisi à propos de l'état de choses qui règne au Liban et en Jordanie. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est revenu à Ottawa samedi soir. En fin de semaine, il a fait rapport de ses entretiens avec le secrétaire des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, M. Selwyn Lloyd; avec le secrétaire d'État des États-Unis, M. Dulles; avec M. Hammarskjöld, et d'autres.

Les députés comprendront, je le sais, qu'il ne serait ni opportun ni utile en ce moment de vives inquiétudes, de révéler les vues exprimées au cours de ces pourparlers. A propos de la réponse que j'ai donnée, samedi dernier, à une question du chef de l'opposition, je dois ajouter que, au cours de ses entretiens, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a fait connaître l'opinion du gouvernement du Canada en disant qu'aucune nation ne devrait entreprendre d'activité militaire à quelque endroit au-delà de la Jordanie et du Liban.

En outre, au cours de la fin de semaine, la Russie soviétique a publié au sujet du Moyen-Orient, une proposition prévoyant une réunion des chefs de gouvernement des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de l'Inde et de l'URSS, avec la participation du secrétaire général des Nations Unies. Cette initiative s'est accompagnée de manœuvres de troupes soviétiques et bulgares sur les frontières sud de ces pays.

Je n'ai guère besoin de dire à la Chambre que, la situation ayant déjà atteint des proportions critiques, une telle proposition ne

peut manquer d'impressionner vivement le public dans tous les pays.

Une bonne partie des termes de l'invitation soviétique revêtent un ton tellement provocant que cette invitation tend à ajouter un autre élément de complication à un moment déjà très grave dans les affaires mondiales en incitant le rejet de cette invitation parce qu'elle n'est pas sincère. Les tensions ont cependant atteint un tel stade qu'il faut chercher toutes les occasions d'en discuter les causes, dans le dessein de prévenir la possibilité d'une guerre.

Le président Eisenhower a dit plus d'une fois qu'il est prêt à rencontrer les dirigeants soviétiques, si pareille réunion devait contribuer à la paix. Comme je l'ai dit à la Chambre en novembre dernier, je crois toujours qu'aucun pays ne devrait opposer une fin de non-recevoir à une proposition qui laisse entrevoir une solution possible ou même la diminution des tensions internationales. Étant donné les événements récents au Moyen-Orient, j'estime que le problème que pose cette région devrait être étudié au palier le plus élevé et qu'il y aurait lieu d'entamer le plus tôt possible, des pourparlers de cette nature en raison de la situation périlleuse qui se présente à l'heure actuelle et que les événements des derniers jours n'ont fait qu'intensifier.

Dans cette situation très explosive, et afin d'empêcher que les humeurs ne s'enveniment, le gouvernement canadien s'attendrait qu'on maintienne le statu quo au Moyen-Orient, et accueillerait volontiers, de la part de tous les pays intéressés, les mêmes assurances qu'a données le premier ministre Macmillan à l'égard de l'Iraq, le 17 juillet dernier à la Chambre des Communes de Westminster, notamment la garantie que tous les membres de l'OTAN feront preuve de la plus grande prudence à l'égard de toute initiative nationale qui pourrait impliquer l'alliance dans son ensemble. Entre-temps nous devons tous continuer à collaborer aux délibérations qui se poursuivent présentement aux Nations Unies et qui ont pour objet de résoudre les problèmes dont les Nations Unies sont complètement saisies.

Le Conseil se réunit de nouveau aujourd'hui pour étudier un compromis proposé par le Japon au sujet du Liban et je pense que,